



L'annonce du chef de l'état disant qu'il avançait tout droit vers les élections ne devrait pas surprendre. Intervenant cinq mois plus tôt devant le parlement réuni en assemblée, il avait déjà annoncé que 2014 serait une année électorale. Il avait d'ailleurs ajouté un sixième E aux cinq "E" de ses priorités.

Ce qui a surpris, c'est le timing entre le discours et l'annonce de la formation du CEP. Cette annonce attendue depuis plus la signature de l'accord d'El Rancho, mi-mars.

Avec les pressions de la communauté internationale il y a donc un empressement à annoncer les élections, mais la volonté est peut-être moins présente.

Si les acteurs concernés voudront bien tôt ou tard diriger leurs partisans vers les urnes, ils ne sont pas encore prêts.

Si les uns et les autres, opposition et pouvoir, sont obligés de le faire, ils le feront par crainte de sanctions de la communauté internationale.

La prime électorale pour le gouvernement, ce sont les 300 millions de dollars offerts par les Américains.

C'est la crainte de perdre les visas américains notamment qui vont finalement pousser les ténors de l'opposition à entrer dans les rangs.

Dans la perspective des élections en octobre, la participation majoritaire des électeurs n'est pas encore garantie.

D'un autre côté, les candidats tous secteurs confondus, hésitent à se jeter dans l'arène sans avoir l'assurance que l'arbitrage électorale est sous leur contrôle.

Ceci est vrai autant pour le pouvoir que pour l'opposition.

Le président se doit d'organiser des élections. C'est une responsabilité à laquelle il n'avait répondu ces deux dernières années. cependant, il ne peut pas avancer tête baissée, il pourrait ainsi conduire le pays vers d'autres crises qui pourraient hypothéquer la fin de son mandat.